

## **Manif du 5 décembre 2009 contre le chômage et la précarité.**

### **Déclaration de Philippe Villechalane pour les 4 organisations de chômeurs.**

Nous nous sommes retrouvés pour la septième année consécutive pour cette manifestation contre le chômage et les précarités, pour la justice sociale, qui est également cette année l'arrivée des marches contre le chômage, la précarité et les licenciements, initiés par le collectif Droits nouveaux.

Merci à eux et à vous tous qui avez fait l'effort d'être présent et pour la première fois nous pouvons annoncer que nous avons été près de 10.000 participants.

Je voudrais profiter d'avoir le micro pour saluer notre camarade Yassine, qui était militant de l'Apeis depuis 20 ans, responsable de l'Apeis de Gentilly, qui a lâché la rampe dimanche dernier, nous nous retrouverons dans un monde un peu plus pacifié.

Jamais cette manif n'a été aussi nécessaire, indispensable même, quand cette année on compte des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires, à coups de délocalisations, de restructurations, de licenciements malgré des profits toujours aussi pharaoniques.

Dans la même période ils ont mis en place le RSA, forme de travail obligatoire qui permet de faire baisser le prix du travail à la grande satisfaction des patrons.

Aussi la fusion Assedic / ANPE qui à accouchée de Pole emploi qui s'est empressé de transférer les dossiers de 320.000 chômeurs à 31 opérateurs privés en leur octroyant 425 millions d'euros sur deux ans, pris bien évidemment sur les budgets de Pôle emploi.

Ces mesures annoncées comme améliorant le sort des « bénéficiaires » va surtout servir à faire payer par chacun de nous cette précarité qui s'institutionnalise de plus en plus encore au profit des patrons.

Depuis des mois, on nous rebat les oreilles avec la crise, mais pour certains d'entre nous cette crise dure déjà depuis des années, parfois de très longues années.

Voyez comment ça marche, les chantres du tout libéral qui supprime la taxe professionnelle, ceux qui foutent en l'air la Sécu, le code du travail, les retraites.

Qui se battent avec acharnement pour privatiser le Poste, France Télécom, EDF, Air France aujourd'hui, la SNCF demain et tout le reste demain, demandent aux Etats de payer les errements des financiers et du grand capital.

Dés que l'urgence est passée, ils recommencent les mêmes pratiques et préparent dans les faits les crises à venir, mais ils s'en contrefichent, leur seule volonté c'est de toujours et encore faire de l'argent, peu leur importe la cohésion de la société.

Hier le SMIC était réellement le salaire minimum, aujourd'hui il est devenu le salaire de référence, tant les CDD et les temps partiels contraints deviennent la norme en matière d'emploi.

En réalité il y a 5 millions de chômeurs, plus encore de salariés précaires, donc au total plus de 10 millions de femmes et d'hommes qui survivent sous le seuil de pauvreté.

Pendant ce temps là les affaires continuent, vous avez vu que quand certains ont du mal à donner à manger à leurs enfants, Sarkozy organisait une réception pour 40 chefs d'Etats avec un menu à 5362 euros par tête de pipe, en gros une année de revenus pour un individu au RSA ou en ASS.

Quand certains ont de plus en plus de difficultés à payer un loyer quand ils trouvent un logement, le même Sarkozy fait installer au sommet de la même réception une douche qui a coûté 245.000 euros.

Il est où le candidat qui disait aimer le peuple, qui la larme à l'œil voulait redonner des droits, de l'égalité, de l'espoir et de la dignité aux salariés ? Il est où le Président qui déclarait que pour gagner plus il fallait travailler plus ? Il est où le défenseur des couches populaires qui disait avec émotion dans la voix disait qu'il allait remettre de la justice sociale dans la machine ?

Avec leur RSA, les CAF sont prises d'assaut, parfois obligées de fermer leurs portes au public des journées entières, les agents de Pole emploi ne sont plus en mesure d'assurer leur mission et refusent d'être les flics du système dont la fonction serait de gérer les « stocks », de contrôler, de radier.

Ainsi un copain nous disait que à cause de la mise en place du RSA, des calculs et des recalculs de CAF, la gratuité des transports, obtenue de haute lutte par les organisations de chômeurs, sautait et que finalement le reste à vivre, ce qui importe le plus, avait donc diminué.

A défaut d'emploi correspondant à nos formations, correctement rémunéré dans des conditions décentes nous exigeons l'indemnisation de toutes les formes de chômage avec le SMIC comme référence, l'augmentation de tous les minima sociaux et le versement d'une allocation d'urgence exceptionnelle dite « prime de Noël d'un montant de 500 euros.

Et parce que les choses ne se coupent pas en rondelles, que la solidarité doit être réelle et entière nous demandons la régularisation de tous les sans papiers, exploités parmi les exploités.